

Une croissance économique en voie d'accélération surtout en Europe et en Asie

La croissance de l'économie mondiale se rapproche à nouveau des niveaux d'avant crise. L'Europe et l'Asie affichant les surprises positives les plus notables. Ainsi l'indiquent Guy Wagner (cf. portrait), chief investment officer de BLI - Banque de Luxembourg Investments, et son équipe, dans leur analyse mensuelle, les 'Highlights'.

La croissance de l'économie mondiale se rapproche à nouveau des niveaux d'avant crise. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB mondial a progressé de 3,7% en 2017 contre 3,2% l'année antérieure.

L'amélioration conjoncturelle se généralise à travers toutes les régions, l'Europe et l'Asie affichant les surprises positives les plus notables. «Ainsi, le produit intérieur brut de la zone euro a augmenté de

2,5% sur l'ensemble de l'année passée», constate Guy Wagner, chief investment officer et administrateur-directeur de la société de gestion BLI - Banque de Luxembourg Investments.

«Ceci est le taux de croissance le plus élevé depuis 2007. Au Japon, le PIB a augmenté pendant 8 trimestres consécutifs. En Chine, le PIB a augmenté de 6,8% en 2017, en ligne avec l'objectif du gouvernement.»

Malgré la croissance économique, les pressions inflationnistes demeurent faibles

Malgré l'accélération de la croissance économique, les pressions inflationnistes demeurent faibles. En décembre, l'inflation aux Etats-Unis et dans la zone euro a légèrement reculé. Conformément aux attentes, la Réserve fédérale américaine a laissé inchangé son principal taux directeur lors de la dernière réunion du comité monétaire présidée par Janet Yellen à la fin du mois de janvier.

Les autorités monétaires ont bon espoir que l'inflation remonte cette année pour se stabiliser à moyen terme autour de la cible de 2%. L'anticipation d'une inflation plus élevée renforce la probabilité d'une hausse des taux d'intérêt lors de la prochaine réunion du comité monétaire en mars qui sera présidée pour la première fois par Jerome Powell, le successeur de Janet Yellen à la tête de la Réserve fédérale. En Europe, la Banque centrale (BCE) a maintenu sa politique monétaire inchangée.

Lors de la conférence de presse après la réunion du conseil des gouverneurs, Mario Draghi a répété une fois de plus que les taux d'intérêt resteraient à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour les achats nets d'actifs. Il a précisé explicitement qu'une augmentation des taux d'intérêt en 2018 était peu probable au vu des pressions inflationnistes toujours contenues.

Les marchés obligataires demeurent peu attrayants

En janvier, les rendements obligataires américains et allemands se sont considérablement tendus. Aux Etats-Unis, les perspectives d'accélération économique aux dépens d'une dégradation supplémentaire du déficit budgétaire suite à la récente réforme fiscale ont entraîné une augmentation du rendement du bon du trésor à 10 ans, au niveau le plus élevé depuis 3 ans. Dans la zone euro, le rendement de l'emprunt d'Etat allemand à 10 ans a suivi le mouvement américain et a également augmenté.

Les marchés obligataires de la périphérie européenne sont par contre restés favorablement orientés, le taux à 10 ans restant inchangé en Italie et baissant en Espagne. «D'une manière générale, les marchés obligataires demeurent peu attrayants», dit l'économiste luxembourgeois.

«Au sein de la zone euro, les rendements offerts demeurent toujours très bas, alors que les rendements plus élevés offerts par les bons du trésor américain risquent d'être mangés par la faiblesse du dollar.»

La remontée des taux longs est le principal risque pour la poursuite de la hausse des marchés boursiers

En janvier, les actions sont restées sur leur lancée favorable de 2017. Ainsi, les indices S&P 500 (+5,6%), le Stoxx 600 (+1,6%), le Topix (+1%) et le MSCI Emerging Markets (+8,3%, en USD) ont encore progressé.

«Les meilleures performances boursières ont été enregistrées une fois de plus par les valeurs technologiques, suivies par le secteur financier, alors que les valeurs défensives sont restées à la traîne. A court terme, la remontée des taux longs est le principal risque pour la poursuite de la hausse des marchés boursiers dont les niveaux de valorisation sont devenus très élevés. Vu le manque d'alternatives, un scénario où les actions, qui sont chères, deviennent encore plus chères, ne peut toutefois pas être exclu», conclut Guy Wagner.

